



## Afrique centrale en Synergie contre la corruption

### ***Une réunion technique de mise en place du Réseau des Institutions Nationales Anticorruption d'Afrique centrale (RINAC) annoncée pour donner un nouvel élan à la lutte contre cette gangrène.***

Yaoundé/Libreville, le 23 septembre 2015 (CEA/CNLCEI - Gabon) – Les institutions nationales de lutte contre la corruption de tous les pays membres de la CEEAC et la CEMAC ont décidé de mettre en synergie leur compétence afin de créer un réseau sous régional qui permettra de renforcer les outils servant à lutter contre la corruption. Pour se faire, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission Nationale de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) du Gabon, réuniront les hauts responsables des institutions nationales en charge de la question dans ladite région, du 7 au 9 octobre 2015 à Libreville, au Gabon, pour le lancement du Réseau des Institutions Nationales Anticorruption d'Afrique centrale (RINAC).

Cette réunion technique est le fruit d'une étude réalisée par la CEA suite aux recommandations d'un groupe d'experts de la sous-région, réuni à Yaoundé au Cameroun en octobre 2010, suivie d'un atelier de validation du rapport de l'étude de faisabilité pour la création d'un réseau des institutions nationales anticorruption en Afrique centrale tenu à Libreville en novembre 2012.

Le Réseau permettra entre autres, de renforcer les capacités de ses membres, d'accroître le partage de connaissances, d'informations et de bonnes pratiques afin de mieux lutter contre la corruption dans la sous-région.

Au cours de la réunion, des experts des pays de l'Afrique centrale, de la CEA, de la Commission de la CEMAC, du Secrétariat général de la CEEAC, de la Commission de l'Union Africaine, de la BAD, du PNUD, de la Banque Mondiale et d'autres institutions partenaires examineront et valideront plusieurs documents dont un premier plan triennal du RINAC. Ce plan qui couvrira la période 2015-2017 sera axé sur la création de la visibilité du Réseau, l'établissement de sa crédibilité et le développement de ses dispositions institutionnelles

### **Situation préoccupante**

Selon l'édition de 2015 du classement du climat des affaires Doing Business publié par la Banque Mondiale, seize des pires pays en termes d'aisance pour réaliser des affaires sont africains. Parmi les seize, un quart sont des pays de la sous-région : Le Congo, la République Démocratique du Congo, l'Angola et le Gabon. Et selon la deuxième édition du Rapport sur la gouvernance en Afrique, réalisé par la CEA, la corruption est l'une des principales entraves au développement de l'Afrique en générale et l'Afrique centrale en particulier. Cette pratique

constitue un obstacle à l'éradication de la pauvreté et sape la capacité du continent d'atteindre ses objectifs du développement.

*-FIN-*

**Publié conjointement par:**

*Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)*

*Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale*

*BP 14935 Yaoundé, Cameroun*

*Tel: [+237 2 22231461](tel:+237222231461) <sup>[1]</sup>*

*E-mail: [sroca@uneca.org](mailto:sroca@uneca.org) <sup>[2]</sup>*

*Contact des médias:*

*Abel Akara Ticha, Communication Officer*

*Tel: [+237 2 22231461](tel:+237222231461) <sup>[1]</sup>*

**Et :**

*Commission National de lutte contre l'enrichissement Illicite (CNLCEI)*

*B.P: 4044*

*Libreville, Gabon*

**Source URL:** <http://www.uneca.org/fr/stories/afrique-centrale-en-synergie-contre-la-corruption>

**Links**

[1] <tel:%2B237%202%2022231461>

[2] <mailto:sroca@uneca.org>